

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ
DES
AMIS DE VIENNE

Société fondée en 1904



N° 83 . 1988 . Fasc. 4

SOMMAIRE

- Le Socialisme à Vienne, par Christine LAMBERT.
- Recherches sur la campagne viennoise dans l'Antiquité, par Franck DORY.
- Les presbytères viennois à l'époque moderne, par Renée BONY.
- Souscriptions.

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES AMIS DE VIENNE

REVUE TRIMESTRIELLE

publiée par la SOCIÉTÉ DES AMIS DE VIENNE

pour « *répandre la connaissance de l'histoire de la Ville et des antiquités viennoises* » (article premier des statuts).

pour 1989

Le numéro	30,00 F
Abonnement annuel normal	100,00 F
Abonnement de soutien	150,00 F
Retraités et étudiants	80,00 F

Avis important : Les abonnements commencent avec le premier numéro de chaque année. Les numéros déjà sortis de presse dans l'année au moment du règlement d'un abonnement nouveau seront remis ou envoyés au nouvel abonné.

Correspondance : Secrétaire des Amis de Vienne, Office du Tourisme, Cours Brillier, 38200 Vienne. C.C.P. Amis de Vienne - LYON 185-71 J.

Le Comité de rédaction laisse aux auteurs des articles l'entière responsabilité des opinions émises.

En couverture : Pièce de monnaie de la colonie grecque de Métaponte, *vr*^e siècle av. J.-C. Trouvée sur la colline Sainte-Blandine par Frédéric DIDIER.

ATTENTION !

**ce bulletin est le DERNIER pour 1988
tous les abonnements commencent
au 1^{er} janvier**

**et doivent être payés au plus tard au 30 juin
sinon, l'abonnement est suspendu.**

*Faites un effort pour que le bulletin continue à paraître,
dès aujourd'hui envoyez votre cotisation, pour 1989.*

MERCI.

**FICHE D'ABONNEMENT AU BULLETIN DES « AMIS DE VIENNE »
POUR L'ANNEE 1989**

NOM : Prénoms :

Adresse exacte (pour l'envoi du bulletin par poste) :

TARIF ABONNEMENT :

Abonnement de soutien	150 F
Abonnement normal	100 F
Etudiants - Retraités	80 F

A retourner accompagné du règlement par :

chèque bancaire ou par C.C.P. LYON 185-71 J

à l'adresse suivante :

« AMIS DE VIENNE » - Office du Tourisme - Cours Brillier - 38200 VIENNE.

ACTIVITÉS

Le calendrier des activités pour 1989 n'a pu être mis au point pour la parution de ce bulletin ; il paraîtra dans le prochain bulletin, fin janvier 1989.

Désormais, afin que tous les sociétaires soient bien informés, le calendrier des activités paraîtra dans le "38", "La Tribune", "Le Dauphiné", "Vienne Journal" et "Vienne Informations Hebdo".

**PENSEZ A PAYER VOTRE COTISATION
POUR 1989**

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ
DES
AMIS DE VIENNE

Société fondée en 1904



N° 83 . 1988 . Fasc. 4

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ

DES

AMIS DE VIENNE

Désormais, afin que les amis soient bien informés, le calendrier des activités paraîtra dans le "38", "La Tribune", "Le Dauphiné", "Vienne Journal" et "Vienne Informations Hebdo".



PENSEZ À PAYER VOTRE COTISATION

POUR 1988

N. 83. 1988. Fasc. 4

LE SOCIALISME A VIENNE

1876 - 1914 ⁽¹⁾

par Christine LAMBERT

LA CLASSE OUVRIERE ET SES PREMIERES ORGANISATIONS

Dès le milieu du XIX^e siècle, Vienne, ville drapière, connaît d'amples agitations sociales. Deux grands courants idéologiques, socialiste - révolutionnaire et anarchiste - libertaire, canalisent le mouvement ouvrier. Vers 1876, les socialistes s'organisent, mais sur des bases matérielles et idéologiques fragiles. L'activité anarchiste est favorisée par la faiblesse du parti ouvrier viennois, par son échec aux élections municipales de 1882 et son absence de perspectives politiques bien définies. A partir des années 1890, un groupe socialiste se réorganise lentement, participe activement à la grève des tisseurs de 1899 - 1900, investit la municipalité en 1906 pour la gérer pendant plusieurs années.

L'étude du socialisme à Vienne à la fin du XIX^e siècle nécessite en premier lieu une brève présentation de la classe ouvrière viennoise et de ses premières organisations. Tel sera l'objet de ce premier article. La naissance et le développement éphémère, au début des années 1880, d'un groupe socialiste, feront l'objet de l'article suivant. Enfin, nous envisagerons la réorganisation des socialistes, leurs succès, l'évolution réformiste et l'action du parti viennois jusqu'à la veille de la première guerre mondiale.

I. — La classe ouvrière viennoise et ses premières organisations

Industrie traditionnelle à Vienne, la draperie se transforme au cours du XIX^e siècle et occupe jusqu'en 1960 une place prépondérante dans l'économie locale.

(1) Cette série de trois articles : I. — La classe ouvrière viennoise et ses premières organisations ; II. — Socialistes et Anarchistes à Vienne, 1876-1890 ; III. — L'enracinement du socialisme, 1890-1914, reprend, sous une forme condensée, un mémoire de maîtrise d'histoire présenté dans le cadre du Centre Pierre Léon de Lyon, en octobre 1982.

Les progrès de cette industrie pendant le XIX^e siècle résultent d'un double mouvement de mécanisation (disparition progressive des métiers à bras au profit des métiers mécaniques, nombreuses innovations dans la fabrication) et de concentration : 200 fabricants emploient 4 000 ouvriers et ouvrières en 1851, en 1876 ils ne sont plus que 80 et font travailler 6 000 hommes et 4 000 femmes et enfants. En 1901, la plus grosse usine de la ville, Pascal-Valluit, regroupe 866 personnes ; la deuxième, l'usine Bonnier, emploie 500 ouvriers, et quatre autres entreprises comptent plus de cent employés.

En 1848, avec 4 625 ouvriers drapiers, Vienne est la plus forte concentration du Dauphiné. Ces effectifs vont augmenter progressivement, et l'accroissement de la population municipale reflète cette progression. Toutefois, après 1890, la mécanisation ralentit l'augmentation des effectifs de l'industrie drapière : en 1910, la draperie n'emploie plus que 7 500 ouvriers dont 2 000 tisseurs.

La vie de l'ouvrier viennois au XIX^e siècle est déterminée par le salaire qu'il reçoit. De fait, les revendications salariales sont, avec les récriminations contre la durée ou les conditions du travail, à l'origine de presque toutes les grèves. Il est difficile de mesurer l'évolution du salaire de l'ouvrier drapier car les statistiques sont parfois imprécises, et les modes de rémunération varient : paiement à la journée ou à la tâche, aux « mille duites » (2). De plus, il existait des tarifs multiples, fonction de la spécialité. L'enquête industrielle de 1873 montre une forte progression à la fin de la période impériale : le tondeur qui gagnait au mieux 1,50 franc en 1850, reçoit 3,75 francs en 1870 (salaire quotidien). Le salaire féminin ne dépasse pas 1,75 franc. Cette progression se ralentit dans les années 1870, puis elle est suivie d'une période de stagnation et de diminution des salaires entre 1880 et 1890. Cette longue période coïncide avec une phase d'inorganisation des drapiers viennois. La hausse des salaires, évaluée à 20 % pour la période qui suit, 1890 - 1910, résulte en grande partie des luttes du mouvement ouvrier qui s'est organisé. Ainsi, la grève déclenchée le 27 novembre 1899 aux usines Pascal-Valluit se termine le 10 janvier 1900 par une augmentation des tarifs d'environ 10 %.

Toutefois, malgré une nette amélioration du pouvoir d'achat, la situation de l'ouvrier viennois demeure précaire : son revenu fluctue aux rythmes annuels des commandes, il est frappé par les crises conjoncturelles durables, les périodes de grève, les retenues et les compressions imposées par le patronat lainier : « ...Et maintenant, non contents de nous imposer des retenues pour la malfaçon, retenues que les tisseurs et les tisseuses ont

(2) Duite : coup de navette, quantité de trame qui est déroulée et insérée par la navette.

eu la naïveté de supporter, ils veulent nous prendre encore par la famine en rognant nos salaires déjà si faibles... » écrit en 1890 le correspondant viennois du *Peuple de Lyon* (3).

La journée de travail, longue de 13 à 15 heures au milieu du xix^e siècle, est encore de 11 à 12 heures à la veille du xx^e siècle. Les premières lois sociales, concernant le travail des enfants notamment, sont loin d'être respectées, et les infractions sont nombreuses : l'Inspecteur du Travail des Enfants rapporte dans un procès-verbal du 13 février 1890 que 12 enfants âgés de moins de 16 ans sont soumis à un travail effectif de 13 heures et demie par jour dans la fabrique Pascal - Valluit : « Ces enfants nous ont déclaré, en effet, qu'ils entraient à l'usine dès 5 heures du matin et n'en sortaient qu'à 8 heures du soir. Dans l'intervalle, il leur est accordé une heure et demie de repos en deux fois. » (4).

Les conditions de travail des ouvriers viennois diffèrent peu de celles des autres centres industriels : travail pénible, parfois dangereux, dans des ateliers mal aérés, humides et mal éclairés.

Les logements ouvriers s'élèvent à proximité des usines. Souvent réduit à une ou deux pièces humides — surtout le long de la Gère — par famille, le logement grève le budget de l'ouvrier. Ces faubourgs populaires ne sont, selon d'Urbal, « qu'un amas de vieux logements insalubres, où s'entasse toute une population ouvrière. » (5).

La naissance de grandes unités de production dans la draperie, la concentration de la main-d'œuvre manufacturière, l'exploitation excessive des ouvriers par le patronat lainier, précipitent la formation d'un important mouvement revendicatif.

Les premières organisations ouvrières sont de type coopératif et mutuelliste. Le mutuellisme se développe à Vienne dès le début du xix^e siècle : les « Ouvriers Drapiers » et les « Tondeurs de Drap », sociétés fondées en 1814 et 1817, existent toujours en 1910, et regroupent 126 membres ; elles distribuent des indemnités en cas de maladie et assurent une retraite aux adhérents âgés de plus de 60 ans. Le mouvement coopératif quant à lui, éclôt avec la « Société Fraternelle des Travailleurs Unis de Vienne ». D'autres organisations, comme la « Fédération » et « l'Industrie Drapière », ont pour but principal l'assistance, mais leur rôle dans l'organisation d'un mouvement revendicatif n'est pas à négliger.

La naissance du syndicalisme viennois est liée à la multiplication des actions revendicatives menées par les ouvriers de

(3) *Le Peuple de Lyon*, samedi 22 janvier 1898, p. 3.

(4) Archives Départementales de l'Isère, 162 M 4.

(5) D'URBAL, *L'industrie drapière de Vienne et la condition de l'ouvrier drapier viennois*, Lyon, 1911, 283 p., p. 241.

toutes les industries de la ville, de 1860 à 1876. Toutefois, à la fin de cette période, le cadre étroit de la corporation ne semble plus correspondre à l'élaboration d'une conscience collective au sein de la classe ouvrière viennoise.

Dans le processus qui a amené la naissance du syndicalisme à Vienne, l'autre moyen de rassemblement que constituent les cercles d'études va jouer un rôle prépondérant. Toutefois, ces cercles ne sont pas un mode d'organisation spécifique à la classe ouvrière : la bourgeoisie locale crée le « Cercle Démocratique » pour encadrer les ouvriers et les détourner de l'action revendicative. A Vienne ont existé deux cercles ouvriers, le « Cercle Progressiste des Travailleurs » et le « Cercle d'Etudes Economiques des Travailleurs ». Le premier est né en janvier 1869 et, pour obtenir l'autorisation préfectorale, ses statuts excluent les questions politiques des réunions. Les adhérents doivent être des travailleurs « de bonne moralité », et l'organisation se présente comme un bureau de placement, une caisse de secours mutuels pour ses membres, un centre d'études avec une bibliothèque dont les livres « devront traiter surtout d'industrie, d'économie sociale, de la marche générale et des situations des sociétés coopératives, d'histoire, de science et d'art. » Le Cercle est en fait le berceau de tous les futurs groupes syndicaux, anarchistes ou socialistes viennois. Dans la liste de ses membres, établie le 12 juin 1873, nous trouvons Alphonse Ailloud, Jacques Zuida, Mathieu Ruf, Lucien Rey et bien d'autres, qui organiseront et dirigeront le mouvement ouvrier local. Les drapiers sont en majorité : 61 tisseurs ou fileurs sur les 109 membres comptabilisés.

A Vienne se constitue donc une classe ouvrière originale par sa composition : les ouvriers sont presque tous des travailleurs de la laine, et la main-d'œuvre féminine assure une part relativement importante de la production. La nécessité de l'organisation et de la lutte contre un patronat intransigeant apparaît très tôt. La chronologie et les formes du mouvement ouvrier local se calquent sur celles du mouvement régional : coopératives, sociétés de secours mutuels, caisses de résistance développent progressivement le sens de l'organisation. Le mouvement syndical qui conduit, bien souvent avec succès, les actions revendicatives, se renforce après la chute de l'Empire. Les cercles d'études constituent des foyers de discussion importants.

Que va-t-il advenir de cette ardeur militante après la structuration du mouvement ouvrier viennois et l'émergence d'un parti ouvrier ?

(A suivre.)

RECHERCHES SUR LA CAMPAGNE VIENNOISE DANS L'ANTIQUITÉ

par FRANCK DORY

Il est frappant de constater qu'il n'existe aucune étude archéologique réelle sur la campagne viennoise dans l'Antiquité. Nul doute que la colonie de Vienne devait être entourée de *villae* opulentes eu égard à sa richesse et à son importance économique, sociale et politique (1). Pour qu'une telle étude soit possible, il était nécessaire de procéder à un inventaire systématique des sites ruraux auquel nous nous sommes attachés pour quelques cantons rive gauche de la proche région de Vienne (Vienne Nord et Sud, Roussillon, Saint-Symphorien-d'Ozon, Saint-Fons) (2). L'objet de cet article est de consigner brièvement quelques données relatives à la carte archéologique et à l'occupation antique du Viennois occidental, la présentation de nos recherches sur le réseau routier principal et secondaire exigeant un autre développement (3).

De prime abord, signalons qu'une telle étude se heurte au caractère lacunaire de bien des sources, le plus souvent fort anciennes. Outre la quasi absence de fouilles scientifiques, les descriptions de sites restent sommaires (on signale des substructions ou des sépultures sans aucune observation de détail), les datations très approximatives (absence d'éléments datables ou de stratigraphies) sans parler des localisations exceptionnellement précises. Un travail de vérification s'avère alors indispen-

(1) Cf. à ce sujet A. PELLETIER, *Vienne antique*, Roanne, 1982.

(2) Cf. notre mémoire de maîtrise : *Inventaire archéologique et voies antiques du Viennois Occidental. Époque Gallo-Romaine*, 2 vol. : texte (308 p.) et planches (89 p.). Université Lyon 2, mai 1988 (A. Pelletier, directeur ; déposé aux A.D.I. de Grenoble et à la B.M. de Vienne). Travail effectué en liaison avec la D.R.A.H. Rhône-Alpes.

(3) Nous pensons avoir notamment repéré grâce à la méthode des coïncidences milliaires l'amorce d'une voie romaine reliant Vienne au Jura par la rive droite de la Véga (ancienne route de Crémieu). Nos recherches portent également sur le tracé de la *Via Agrippa* au sud de Vienne.

sable, sans garantie de succès (cas de forte imprécision, obstacle géographique, bouleversements divers). Il est dès lors essentiel de nouer contacts avec érudits et correspondants locaux qui connaissent le terrain et sont à l'écoute ou à l'origine de découvertes plus ou moins récentes.

Tout ceci permet de dresser une carte archéologique qui fait ressortir un certain nombre de points à *tegulae* et substructions malaisément interprétables (vestiges de cabanes pour la plupart), quelques contextes funéraires (sépultures à incinération ou inhumation, épitaphes et sarcophages le plus souvent en réemploi) ou encore divers objets de bronze, sculptures, mosaïques, aqueducs, dépôts monétaires, plus ou moins isolés. Néanmoins, on constate que rares sont les sites ayant fait l'objet de fouilles ou sondages scientifiques indispensables à la détermination exacte des structures et à l'établissement d'une chronologie d'occupation. Seuls se détachent la *villa* de Saint-Clair-du-Rhône, le centre artisanal de Saint-Maurice-l'Exil voire les *villae* de Feyzin, Sérézin-du-Rhône, Oytier, ou encore la tombe à incinération de Toussieu (fin I^{er} - début II^e siècle). Encore faut-il préciser que pour la dizaine de sites qualifiés de *villa*, il s'agit de structures résidentielles plus ou moins spacieuses, ayant généralement livré mosaïques, enduits peints ou éléments d'hypocaustes sans que l'on ait retrouvé trace de bâtiments d'exploitation, ni que l'on soit à même d'envisager la *villa* dans son ensemble, son organisation, sa spécificité économique (4).

Signalons au chapitre des découvertes plus ou moins anciennes quasiment inédites un vase en bronze alexandrin à décors festif et nilotique (fig. 1) ainsi que des sculptures anthropozoomorphes aux Roches-de-Condrieu (5), des caves romaines avec amphores scellées, cuves et ossements humains à Pont-Evêque, un tertre funéraire gallo-romain à Chuzelles-les-Pins, des mosaïques à Chanas, des sanctuaires de source présumés à Ville-sous-Anjou et Estrablin-Gémens ou encore les éléments d'un « théâtre rural » à Vernioz-Saint-Alban-de-Varèze.

En dépit du caractère approximatif de bon nombre de sources, on peut tenter de brosser un tableau de l'occupation antique du Viennois occidental à la lumière de certains éléments, encore qu'il faille avoir en vue que la carte archéologique reflète davantage l'intensité de la prospection que la réalité du peuplement.

Force est de commencer par un constat d'échec. La période de l'indépendance allobroge et des premiers temps de l'occupation

(4) De même, on ignore tout des constructions légères en terre et en bois sans doute très répandues (cf. Saint-Maurice-l'Exil).

(5) Cf. F. DORY, Antiquités Rocheloises, *Bull. Mun. des Roches-de-Condrieu*, septembre 1988.

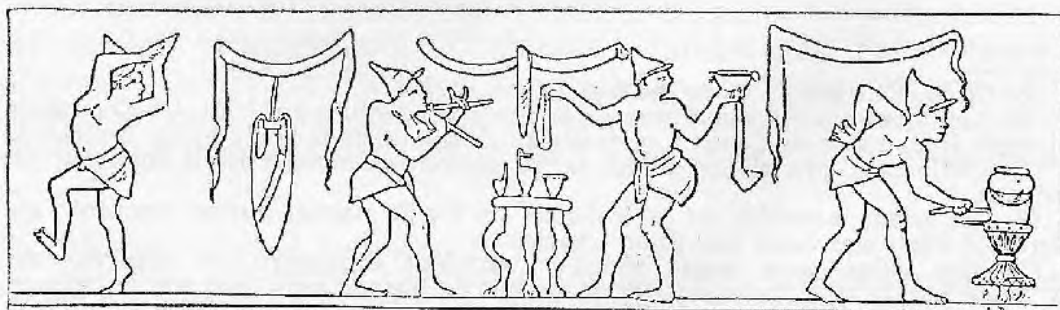
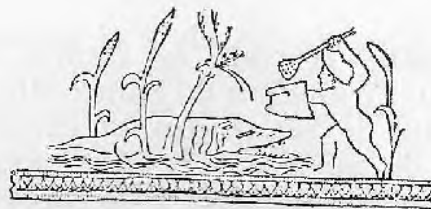


FIG. 1. — Oenochoé en bronze à décor égyptien trouvé en 1861 aux Roches-de-Condrieu (H : 0,21 m ; cliché Musée du Louvre).

romaine est méconnue. Hormis la fouille d'un dépotoir du 1^{er} siècle avant J.-C. sur l'*oppidum* de Sainte-Blandine à Vienne (6), voire la mise au jour de sépultures et céramiques protohistoriques sur le « Pain de Sucre » à Solaize, nous n'avons que des présomptions d'occupation relatives à de rares reliefs : *oppida* sis à Surieu, Pact et *tumuli* (tertres funéraires) à Chandieu et le Péage d'Oytier. Aucune ferme indigène n'a été recensée ; seuls quelques sites de plaine de la Tène III ont été décelés à Vénissieux, Saint-Clair-du-Rhône et Saint-Maurice-l'Exil, ces derniers prémices d'importants centres artisanaux.

La phase de paix et de prospérité du Haut-Empire est en revanche bien mieux appréhendée. La romanisation qui s'est exercée depuis les centres urbains de Vienne et de Lyon apparaît forte si l'on en juge par la cadastration des terroirs (Velin, Balmes Viennoises, Valloire ?), l'emploi des techniques romaines de construction (*tegula* ; mortier ; voies pavées ou empierrées à Saint-Priest, Estrablin, Tourdan, près Beaurepaire ; aqueducs ruraux à Solaise, Oytier, Roussillon, Tourdan) ainsi que le luxe de certaines demeures rurales pourvues de mosaïques, fresques, thermes ou éléments sculptés (7).

Attirés par les dépôts fertiles d'alluvions fluvio-glaciaires, le loess des plaines et des terrasses, les opportunités d'alimentation en eau (sources au pied des coteaux, rivières) ou encore l'exposition méridionale des terroirs, ces domaines ont sans aucun doute assuré la prospérité de l'agriculture viennoise reposant essentiellement sur la vigne (8) et les céréales (9). La plupart des *villae* archéologiquement connues s'égrènent le long des axes naturels de communication que sont le couloir rhodanien et les vallées transversales (Véga, Varèze, Valloire). Les plus remarquables sont les *villae* de Feyzin (mosaïques, thermes), Sérézin (mosaïques, portique, cippe de la fin du 1^{er} siècle), Saint-Clair-du-Rhône (mosaïques, matériel stratigraphique antérieur à 275), Clonas-sur-Varèze (mosaïques, nécropole), Septème (mosaïque), Oytier (fresques du 1^{er} siècle, hypocauste, aqueduc), Saint-Alban-de-Varèze (bassin à absides, puits, four ?, dolium, sigillées du 1^{er} siècle), Chanas (mosaïques, longue canalisation) et Agnins-Gaulas (thermes, épitaphes, autel impérial des Sévères) (10). L'implantation de certaines d'entre elles (Saint-Clair, Septème)

(6) Cf. G. CHAPOTAT, *Vienne gauloise*, Lyon, 1970.

(7) Sans compter les nombreux toponymes révélateurs en -IEU, tel Cheyssieu qui serait le domaine de *Cassius*, nom gentilice, attesté dans l'épigraphie viennoise.

(8) L'*Ellincum*, cru allobroge, aurait donné son nom à Illins (hameau de Luzinay).

(9) Les terres humides de la Valloire, ex *Vallis Aurea*, durent convenir au *siligo*, blé allobroge vanté par Pline l'Ancien.

(10) Des *villae*, sans doute viticoles, auraient également été repérées au XIX^e siècle sur la rive droite du Rhône au sud de Vienne ainsi que sur les basses pentes de la Valloire (canton de Beaurepaire).

semble précoce d'après le style des mosaïques exhumées (imitation du style de *Glanum* du 1^{er} siècle av. J.-C.), un habitat de Sérézin étant même datable des quarante premières années de notre ère d'après des fragments d'enduits peints rouge-cinabre.

D'autre part, les fouilles et sondages de ces dernières décennies nous permettent d'entrevoir certains aspects de l'artisanat rural du Viennois. C'est ainsi que l'exploitation quasi industrielle de l'argile semble avoir été en vogue au Sud de Vienne. A Saint-Clair-du-Rhône, des carrières de glaise abandonnées, un habitat aux techniques et traditions des potiers indigènes, la toponymie locale (Clarasson) et la situation commerciale (proximité du Rhône) incitent à localiser en ces lieux les ateliers du célèbre tuilier *Clarianus* qui commercialisa sa production dans toute la Narbonnaise, jusqu'en Afrique (1^{er} et II^e siècles) (11). A Saint-Maurice-l'Exil (central E.D.F.), les fouilles de M. Colardelle ont décelé en 1978, dans le lit majeur du Rhône, un village de modestes cabanes semi-enterrées voué à l'extraction et la transformation de l'argile, la production étant ensuite écoulée par voie fluviale (présence d'un quai antique). Cette structure inhabituelle dans notre région révèle un ensemble concret habitat-industrie, avec phases d'abandon liées aux caprices du fleuve.

Hormis les carrières de molasse de Cancanne (Pont-Evêque) qui ont dû partiellement pourvoir aux besoins de l'urbanisme viennois, trois autres centres artisanaux d'intérêt local et sans doute à diffusion restreinte doivent retenir l'attention. Il s'agit de la tuilerie repérée en 1967 à Vilnin (Oytier), des ateliers de verriers de Saint-Alban-de-Varèze - Vitrieu (ex *Villa Vitrosco*, four à céramiques vitrifiées) et d'officines de potiers qui prospérèrent vraisemblablement à Roussillon où existe une tradition d'exploitation de l'argile rouge des coteaux qui s'est pérennisée jusqu'à nos jours (céramiques antiques aux Vials et aux Chals).

Sur le plan commercial, on observera qu'outre la diffusion des produits précités et des sigillées du midi de la Gaule, une amphore vinaire de Tarragone (fin du 1^{er} siècle av. J.-C.) a été exhumée du sol de Saint-Maurice-l'Exil, trouvaille à rapprocher de découvertes similaires opérées depuis à Lyon et Saint-Romain-en-Gal (12).

Il convient de relever que si les vallées ont été particulièrement propices à l'installation humaine au point de voir éclore de véritables groupements d'habitats (Saint-Clair, Saint-Maurice, Clonas, Roussillon [station de *Figlinae* ?], voire Sérézin, Septème, Oytier, Saint-Alban-de-Varèze ou certains points de la Valloire tels Tourdan [station de *Turedonnum* ?], Pact ou Beau-

(11) Opinion de M. Le Glay et G. Pétillon (1968).

(12) D'où l'idée, propre à A. Desbat, d'un intermède ibérique augustéen entre la diffusion des vins italiques et la commercialisation des vins gaulois.

repaire), le peuplement apparaît plus lâche dans la plaine méridionale du Velin et sur les Balmes Viennoises soumises à la cadastration (13). Il a même tendance à négliger complètement les sols boisés à revêtement argilo-caillouteux de Bonnevaux et de Louze ainsi que les alluvions marécageuses de l'Ozon. En revanche, seul le défaut de prospection systématique explique qu'il en soit de même pour les cotcaux de la Sévonne et du bassin de la Gère aux sols molassiques trop bien exposés pour ne pas avoir été voués à la viticulture (14).

La période du Bas-Empire, considérée comme une ère de crises entrecoupée d'un certain renouveau sensible au IV^e siècle, est archéologiquement méconnue pour les campagnes du Viennois. La récession économique, la crise socio-politique ou les invasions alamanniques de 260 et 275 ont sans doute leur part de responsabilité dans les niveaux d'abandon significatifs constatés sur certains sites (Saint-Clair-du-Rhône, Saint-Maurice-l'Exil, habitat isolé des Roches-de-Condricu) tandis que quelques trésors monétaires confirment ici et là l'instabilité rurale (Auberives, Clonas, Estrablin, Chaponnay, Heyrieux et Royas). Il n'empêche que certains habitats témoignent d'une remarquable continuité d'occupation en dépit des vicissitudes (sigillées tardives et substructions du Haut Moyen-Age pour la *villa* de Saint-Alban-de-Varèze, *tegulae* antiques et mérovingiennes à Clonas, épitaphes du I^{er} siècle aux Temps Chrétiens à Agnin-Gaulas) (15). Malgré tout, ces indices restent trop maigres pour nous permettre de saisir l'organisation des campagnes et leur contribution à l'activité économique de Vienne au moins jusqu'à l'arrivée des Burgondes (années 460) et même l'époque carolingienne.

*
**

En dépit du manque de fouilles et de prospections systématiques, il nous a paru possible et utile d'esquisser un tableau des principaux aspects de l'organisation des campagnes du Viennois occidental à partir de certains éléments jugés significatifs. Une telle étude ne saurait cependant suppléer à l'absence d'une véritable politique de recherche sur ces campagnes viennoises. Gagcons que les opérations de prospection engagées sur les tracés de l'A 46 Sud et du T.G.V. Sud-Est nous permettront d'affiner nos connaissances sur cette région qui n'a que trop subi la « concurrence archéologique » des centres urbains de Vienne et de Lyon.

(13) On signalera des fragments architecturaux à Vénissieux, des éléments d'hypocauste à Heyrieux, des débris d'architecture et une levrette en marbre près de Chonas-l'Amballan.

(14) Les côtes septentrionales des plaines de Valloire et de Saluant sont également loin d'avoir livré toutes leurs richesses archéologiques. Cf. aussi note 8.

(15) Ces habitats constituèrent peut-être le centre ou les dépendances d'exploitations nouvellement regroupées (*latifundias*).

UN HABITAT PARTICULIER : LES PRESBYTÈRES VIENNOIS A L'ÉPOQUE MODERNE

par Renée BONY

Malgré les conflits politiques et les crises économiques de l'époque moderne, Vienne se transforme sans cesse. La cité est découpée en plusieurs paroisses qui débordent sur la campagne environnante. Au cours des siècles, le nombre de paroisses diminue. En effet, après les guerres de religion, la paroisse de Saint-Blaise est englobée dans la paroisse de Saint-André-le-Haut. La paroisse de Saint-Laurent disparaît au XVII^e siècle, happée par la paroisse de Saint-Ferréol qui s'unit en 1771 à la paroisse de Notre-Dame-de-la-Vie. Le nombre de paroisses varie donc au cours des siècles. Dans un article antérieur avait été présentée l'apparition des paroisses viennoises au Moyen Age. L'évolution se prolonge aussi à l'époque moderne.

Chaque paroisse, quel que soit le nombre de ses paroissiens et sa superficie, est desservie par un curé, très souvent aidé d'un vicaire au XVIII^e siècle. Se pose alors le difficile problème de son logement. Toute la législation et toute la jurisprudence, aussi bien au XVII^e qu'au XVIII^e siècle, rappellent l'obligation d'assurer un « logement convenable » au curé. Cette définition de « logement convenable » est ambiguë car aucun texte n'est vraiment explicite ; c'est la jurisprudence qui le définit peu à peu. A Vienne, il est assez rare de retrouver la trace de presbytères avant le XVII^e siècle. Ce n'est qu'en 1646 qu'il est possible de situer tous les presbytères viennois grâce au parcellaire, totalement dépouillé lors de mes recherches pour ma thèse d'Université en Histoire de l'Art. Par ailleurs, les registres consulaires de la seconde moitié du XVIII^e siècle constituent une source importante d'informations, car ils reprennent certaines délibérations d'assemblées paroissiales, fournissant ainsi une foule de détails primordiaux. Il devient alors possible de suivre l'histoire de la vie locale et d'en étudier les problèmes depuis le XVII^e siècle jusqu'à la Révolution. S'il est assez peu courant de retrouver des renseignements concer-

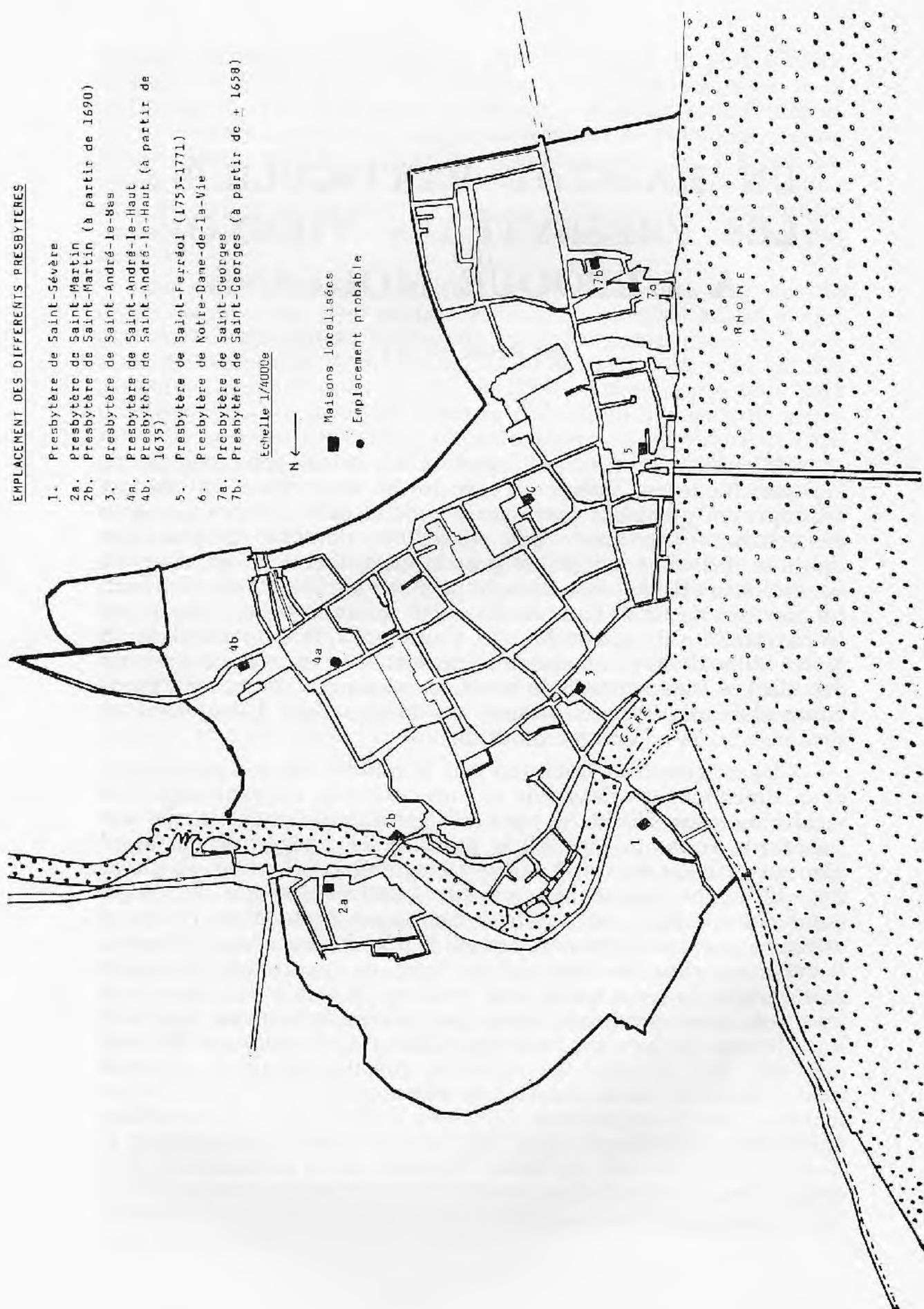
EMPLACEMENT DES DIFFERENTS PRESBYTERES

1. Presbytère de Saint-Sévère
- 2a. Presbytère de Saint-Martin
- 2b. Presbytère de Saint-Martin (à partir de 1690)
3. Presbytère de Saint-André-le-Bas
- 4a. Presbytère de Saint-André-le-Haut
- 4b. Presbytère de Saint-André-le-Haut (à partir de 1635)
5. Presbytère de Saint-Ferréol (1753-1771)
6. Presbytère de Notre-Dame-de-la-Vie
- 7a. Presbytère de Saint-Georges
- 7b. Presbytère de Saint-Georges (à partir de + 1658)

Echelle 1/40000

N ←

- Maisons localisées
- Emplacement probable



nant les cures avant 1646, il est par contre habituel lors des conflits de rappeler d'anciens documents pour soutenir les thèses de l'une des parties.

Une étude de chaque presbytère sera utile, car l'évolution n'est pas identique dans chaque paroisse. Une telle étude, longue et minutieuse, est passionnante, car elle permet d'appréhender la vie quotidienne des citoyens et de comprendre dans quelles conditions vivaient les curés et vicaires, et ce que représentait la cure pour l'ensemble des habitants. Ce sont les paroisses qui ont la charge de l'entretien du presbytère et il y a souvent conflit entre eux et le curé desservant.

Presbytère de la paroisse de Saint-Sévère

La paroisse de Saint-Sévère se contente, en 1646, d'une petite cure d'une superficie de 10 toises (1). Mais elle est très bien située, car elle touche l'église Saint-Sévère au sud. S'agit-il de cette maison qui avait fait l'objet d'un échange dans un contrat du 30 janvier 1582 ? Le sieur Jean Vogelet avait alors accepté cet échange, à condition que ces « messieurs de Saint-Sévère » payassent les 40 écus de différence entre la maison qu'il leur proposait et celle où habitait le curé, qui n'était estimée qu'à 20 écus. Cette maison du curé avait été achetée par les religieux de Saint-Sévère le 17 mars 1579 et le vendeur était encore Jean Vogelet.

Au XVIII^e siècle, un problème surgit, car il n'y aurait plus de presbytère : « quelques personnes disent que le chapitre de Saint-Sévère a vendu la maison curiale ». Le curé refuse de partager la maison qui abrite le sonneur de cloche (maison qui est celle citée en 1646). Il s'obstine à réclamer un logement convenable, s'appuyant sur des textes législatifs qui prescrivent que les habitants de la paroisse doivent lui fournir un « logement convenable ». Les commissaires qui jugent le différend curé-paroissiens, s'appuient sur « le droit commun, les édits de Melun, de Bloys et l'article 22 de celui de 1695 ». Or ces textes sont en fait très ambigus, sans la moindre description type d'un logement.

La solution adoptée est un compromis : l'achat d'un nouveau presbytère est trop coûteux, « attendu l'impossibilité de parvenir à l'acquisition d'une maison tant à cause de la rareté d'icelle que de la misère excessive de la plupart de ceux qui seroient contraints de contribuer aux Rolles, ils (les commissaires) croient qu'il sera plus avantageux pour la dite paroisse de fournir le logement en argent ». Ce jugement est surprenant, car la location

(1) 1 toise : 1,949 m ; il s'agit ici de toise carrée.

d'un appartement pour un curé est une solution rare. Cependant, l'explication fournie par les commissaires, c'est-à-dire les experts, se fonde sur une réalité particulière à la paroisse de Saint-Sévère : la valeur des maisons s'est accrue après les nombreuses expropriations en 1767, exigées par la construction du quai du Rhône. Les paroissiens se cotisent pour offrir de l'argent pour la location d'un logement ; le curé obtient 192 livres et le vicaire 50 livres. Ce dernier vient d'être nommé par l'archevêque pour aider la desserte de cette paroisse dont l'importance se développe au cours du XVIII^e siècle.

Ce compromis marque la fin d'un long conflit qui avait débuté en 1752, en raison d'un presbytère trop exigü.

Presbytère de la paroisse de Saint-Martin

La cure de Saint-Martin, au milieu du XVII^e siècle, est plus spacieuse que celle de Saint-Sévère, bénéficiant d'une superficie double, avec plus de 22 toises delphinales. Elle est proche du cimetière de Saint-Martin. Mais le curé, messire Louis Carles, possède, à titre personnel, une petite maison plus proche de l'église.

La cure est bientôt jugée trop petite. Aussi se préoccupe-t-on de fournir un nouveau logis au curé. Le 9 septembre 1690, monsieur de Verdonnay, seigneur de Villeneuve, vend une partie de sa maison : « il a été constaté que la maison curiale commence au coin du pont de Saint-Martin et se termine du côté du soir, a une allée de degré (escalier faisant office d'allée) sur la longueur de 39 pieds et que la contenance en surface est de 36 toises et 30 pieds ». La cure, à l'est du pont de Saint-Martin, n'est donc qu'une partie de la vaste maison que possédait le sieur de Villeneuve. Mais la cave creusée après l'achat du XVII^e siècle n'est pas comprise dans la vente, ce qui est à l'origine d'un conflit en 1777 : le curé, messire François Rondel, exige que l'entretien de la cave soit à la charge de ses paroissiens, et non au sien. Il veut aussi que le mur de la cage d'escalier montant dans l'arrière-cour jusqu'au galetas soit reconstruit aux frais de la paroisse. Il menace les paroissiens de faire démolir la maison dont la reconstruction serait plus coûteuse. Il indique que des réparations ont déjà été effectuées, et que leur coût s'est élevé à 200 livres. Aussi espérait-il un meilleur accueil de la part de ses paroissiens. Ces derniers refusent de subvenir aux frais d'une cage d'escalier et à l'entretien de la cave, éléments non compris dans l'acte de vente de 1690, d'autant plus que le sieur de Villeneuve avait doté l'église paroissiale de Saint-Martin d'une fondation au profit de l'entretien du presbytère. Par contre, ils acceptent de subvenir aux frais de réparations pour la charpente du toit, refusant néanmoins

la reconstruction d'un mur mitoyen : un mur de briques devrait remplacer un garandage (une cloison) en planche, d'après l'article 15 du protocole établi à la suite de la visite du 15 février 1776.

Un compromis finit pourtant par être accepté par les deux parties : messire Rondel paie les frais de la construction des murs de la cage d'escalier et les frais pour les réparations de la cave. Mais la dépense pour la réfection des murs et de la toiture est remboursée au curé et une imposition de 240 livres sur les paroissiens est décidée (11).

Le presbytère avait déjà été réparé en 1749. Il sera habité jusqu'à la Révolution.

Presbytère de la paroisse de Saint-André-le-Bas

Si le presbytère de cette paroisse était jadis accolé à l'église de Saint-Pierre-entre-Juifs, église démolie en grande partie depuis 1567, il s'intègre toujours, au XVII^e siècle, dans la vaste parcelle de l'abbaye de Saint-André-le-Bas, contre la chapelle de Saint-Sauveur, sur une superficie de 25 toises. Le presbytère existait-il dès 1185, date à laquelle une bulle du pape Urbain III défendit « aux moines de posséder et de gouverner des bénéfices de cure » ? Cette bulle est rappelée le 24 avril 1779 par les paroissiens lors d'une assemblée paroissiale. Des notables de la paroisse vont argumenter durement car il s'agit, en 1779, de soutirer le maximum de profit du chapitre de Saint-Chef et de Saint-André-le-Bas qui remplace depuis 1768 l'abbaye de Saint-André-le-Bas. Ce chapitre, pourtant de création récente, doit s'unir avec le chapitre de Saint-Pierre et abandonner l'église abbatiale aux paroissiens. Ces derniers s'appuient plus sur des textes juridiques que sur la réalité viennoise. Le lien étroit qui unissait curé et abbé, puis curé et chanoines, a toujours été à l'origine de conflit dont le premier connu remonte à 1050.

Il est en tout cas évident que le presbytère est bâti sur une parcelle de terrain ayant appartenu à l'abbaye de Saint-André-le-Bas. En effet, il s'incruste dans la grande parcelle abbatiale. Il existe un accès direct entre presbytère et cimetière paroissial. Le curé, Pierre Charvet, demande même un auvent pour protéger l'escalier qui descend vers le cimetière.

Le 14 juin 1777, Pierre Charvet réclame 300 livres pour réparer sa cure. Le devis du 12 juin détaille en douze points les modifications qu'il convient d'apporter au bâtiment, entre autre un chenal de fer blanc à cause « des eaux pluviales qui tombent environ de 15 pieds " d'hauteur " du toit de la maison de Trivio ; ces eaux pourrissent la charpente ».

Cet immeuble est réédifié au XIX^e siècle. Il a été englobé dans l'ancienne maison de Trivio, maintenant maison place Aristide-Briand.

Presbytère de la paroisse de Saint-André-le-Haut

Au XVII^e siècle, le presbytère de la paroisse de Saint-André-le-Haut change d'emplacement : le 25 février 1635, le curé, messire Jean Guerre, vend la maison aux religieuses de Sainte-Ursule qui désirent agrandir leur enclos ; elle est alors entourée sur trois côtés par leur couvent. La rue de la Chèvrerie (rue de Saint-André-le-Haut) la borde au nord. Les religieuses avaient déjà offert à messire Jean Rosset, le prédécesseur du curé de 1635, d'acheter sa maison, mais avaient essuyé un refus. La situation a cependant évolué depuis : une vaste maison, la maison Carpa, est à vendre et messire Guerre accepte d'acquérir le cinquième de la parcelle pour y installer la nouvelle cure, le reste étant acheté par l'abbaye de Saint-André-le-Haut pour y établir un cellier.

Ce nouveau presbytère jouit d'un emplacement plus favorable, car il est proche de l'église Saint-André-le-Haut et de la place Jouvenet. Maison et cour s'étendent sur 31 toises 11/12. L'achat de cette parcelle s'élève à 240 livres auxquelles s'ajoutent les frais de réparation. Le partage de la maison Carpa, achetée conjointement par le curé et l'abbesse de Saint-André-le-Haut, est à l'origine d'un procès qui est réglé par une transaction le 30 mars 1661 : le nettoyage des latrines, communes aux deux parties concernées, sera payé par l'abbesse, mais à l'avenir, ces frais seront équitablement partagés entre les deux protagonistes.

Une assemblée décide, le 26 avril 1754, de réparer le presbytère. Une ordonnance de l'intendant, du 8 juillet 1755, ordonne une imposition de 1 700 livres qui devraient servir aux dépenses. Le 13 octobre 1755, il est accepté que tous ceux qui possèdent des fonds dans la paroisse seront taxés ; ils pourront échelonner cette somme sur une période de trois ans.

Ces réparations importantes semblent suffire jusqu'à la veille de la Révolution. Ce presbytère est le seul bâtiment dont nous avons trouvé une représentation graphique et qui subsiste de nos jours sous la forme d'une maison laïque depuis la Révolution.

Presbytère de la paroisse de Saint-Ferréol

La paroisse de Saint-Ferréol possède, en 1646, un presbytère localisé au sud de la place Pichat actuelle et s'adossant à l'abbaye

de Saint-Ferréol. Sa superficie est estimée à 30 toises $1/3 \ 1/12$. Cette maison est-elle jugée trop vétuste et a-t-elle été vendue ? En effet, le 1^{er} octobre 1753, lors d'une assemblée paroissiale, les paroissiens décident que la maison acquise par le sieur Revoyrat, en leur nom à tous, serait une habitation convenable pour leur curé.

Lors de la réunion, en 1771, de cette paroisse à la paroisse de Notre-Dame-de-la-Vie, le presbytère est vendu, car il devient inutile, faisant double emploi. La vente, le 1^{er} septembre 1775, rapporte 3 650 livres. Cette maison était en bon état car il est dit en 1770 qu'elle venait « d'être réparée à neuf et qu'elle renferme suffisamment d'appartements pour loger le curé et son vicaire ».

En 1773, la vérification des travaux effectués avait été faite et l'on avait constaté l'ordre parfait des lieux.

Presbytère de la paroisse de Notre-Dame-de-la-Vie

La mention du presbytère de la paroisse de Notre-Dame est la plus ancienne que l'on puisse trouver. Les usages du mistral des comtes de Vienne indiquent la maison du chapelain. D'après le terrier de reconnaissances de 1478, le presbytère semble situé sur le côté septentrional de l'église Notre-Dame-de-la-Vie. Il ne change pas d'emplacement au XVII^e siècle : la grande parcelle appartenant à noble Jacques de Costaing touche au sud la cure de Notre-Dame, donc au nord de l'église paroissiale.

Ce presbytère s'étend sur une superficie de plus de 30 toises.

Lors de la réunion des deux paroisses en 1771, celle de Saint-Ferréol et celle de Notre-Dame, il est envisagé de conserver le presbytère de Saint-Ferréol, plus vaste et réparé, la cure de Notre-Dame ayant, quant à elle, grand besoin d'être reconstruite ; le curé de Notre-Dame demande que sa maison soit restaurée. Il lui est répondu que d'autres travaux sont plus urgents (dans l'église). Cependant, l'église et le presbytère de Notre-Dame seront réparés en même temps. Les paroissiens de Saint-Ferréol vont participer aux frais des dépenses tout autant que ceux de Notre-Dame. Cette réparation est-elle vraiment effectuée, puisque quelque dix ans plus tard, le nouveau curé de la paroisse de Notre-Dame considère que sa maison est en ruine et ne l'habite plus depuis plus d'un an ? Son nouveau logement lui coûte 240 livres par an et il réclame 252 livres par an pour les années suivantes. Un plan et un devis d'une nouvelle construction sont dressés. Mais la Révolution empêchera la mise en œuvre de ce projet.

Presbytère de la paroisse de Saint-Georges

La cure de la paroisse de Saint-Georges est transférée au milieu du XVII^e siècle. Le presbytère était situé primitivement (au XVII^e siècle tout au moins) entre le ruisseau de Fuissin (ou Saint-Marcel) et le pont Collombier, le long du Rhône et était alors accompagné d'un jardin.

Au milieu du XVII^e siècle, la cure change de site, tout en restant dans le quartier de Fuissin. La nouvelle maison « a Esté mise au rang des fonds Ecclesiastiques attendu que la taillabilité d'Icelle a Esté transportée sur la Maison et Jardin qui Estoit anciennement La maison Presbitale de Lad. Paroisse... ainsy qu'il a Esté ordonné par Arrest de La Cour des Aides du 11 mars 1658, comme Il est porté au vieux parcellaire » (parcellaire de 1646-1660).

Le nouveau presbytère n'est qu'une maison, place de la Tour Peinte (impasse de la Tour Peinte), achetée à Claude Granjean.

En 1770, messire Reymond, curé de Saint-Georges, désire réparer son logement, car il le juge insalubre : le cheval passe par la cuisine pour accéder à l'écurie ; par ailleurs, il y a quelques difficultés avec les latrines ; et enfin, un mur mitoyen menace ruine. Les registres consulaires sont riches en péripéties. Cet exemple est d'un grand intérêt car il montre les difficultés importantes entre le curé et les paroissiens d'une part et d'autre part les problèmes de mitoyennetés qui surgissent entre deux propriétés.

Si les réparations sont effectives, les difficultés n'en sont pas pour autant terminées : trois fenêtres percées par le voisin dans le mur mitoyen sont sources de conflit. Une expertise a lieu le 13 août 1779. En réalité, les réfections paraissent difficiles, d'autant plus que le sieur de Bovel, voisin du curé, prétend jouir de certains avantages sur ce mur mitoyen.

Le 19 décembre 1779, un devis est présenté avec une addition par rapport à ce qui avait été prévu (chambre et cabinet pour un vicaire). Quelques jours plus tard, il est décidé d'examiner les murs pour savoir s'ils sont assez solides pour supporter le poids du surhaussement de 5 à 6 pieds de la nouvelle construction. Les paroissiens ont l'espoir de voir les propriétaires voisins directement concernés participer aux frais de surélévation des murs mitoyens.

Mais les murs paraissent peu résistants, et la reconstruction de la cure est envisagée. Cette réédification est décidée en 1780 ; le devis estimatif des travaux date du 30 avril 1780 ; l'adjudication des travaux a lieu le jour même. Le 28 mars 1780, il est bien spécifié que, lors de la reconstruction, il faut réutiliser les vieux matériaux de manière à diminuer le coût de l'ouvrage. C'est le

31 mai 1780 que ces vieux matériaux sont évalués. Le 27 juillet 1780, les frais du mur mitoyen sont évalués par le sieur Acloque, maître maçon.

Dans l'impossibilité de se loger à cause des travaux, le curé demande une imposition de 200 livres pour un logement en location, ce qui est accepté.

Quelques détails ayant été oubliés dans le devis initial, un supplément est établi par les architectes Bruyas et Bonnevey, s'élevant à 806 livres 18 sols.

Par ailleurs, le devis initial n'avait pas été entièrement suivi, car les cloisons de séparation sont en plâtre et non de « planches », et il a été fait deux chambres avec alcôves au lieu d'une seule. Les paroissiens refusent ces modifications qui n'avaient pas été comprises dans le devis.

La reconstruction est à l'origine d'un nouveau conflit : le sieur de Bovel accuse les ouvriers d'avoir empiété sur sa parcelle, les nouvelles fondations de la maison n'étant pas établies comme précédemment. Les architectes répliquent vertement : les murs ont été repris sur les anciennes fondations ; non seulement le sieur de Bovel a tort, mais de plus, il doit murer les fenêtres qu'il a percées dans le mur mitoyen. Le sieur de Bovel réclame également des réparations, car les travaux à la cure sont à l'origine des lézardes sur le mur de façade sur rue.

Des problèmes annexes avec d'autres voisins s'ajoutent encore : François Moussier se plaint que les eaux pluviales s'écoulant du toit de la cure jusque dans sa propriété, pourrissent le foin entreposé dans le grenier. La conduite de fer blanc est insuffisante.

Les paroissiens préviennent les voisins qu'ils ne pourront prétendre à aucun droit sur les murs mitoyens, car ils n'ont pas participé aux frais de reconstruction en tant que voisins.

L'un de ces conflits, celui entre le sieur de Bovel et le curé, est d'ailleurs à l'origine d'un procès. Le 15 décembre 1782, le sieur Bovel accepte cependant le jugement de l'assemblée paroissiale et retire ses prétentions. Mais le départ des Minimes à la même époque laisse une vaste maison vide. Le chapitre de l'abbaye de Saint-Pierre achète les bâtiments, faisant savoir qu'il en ferait profiter les paroissiens de Saint-Georges.

L'hypothèse du transfert du culte paroissial de l'église Saint-Georges à l'église des Minimes séduit l'assemblée, le 26 janvier 1783 ; on pense même, dans un moment d'euphorie, rapprocher le presbytère de l'église et du cimetière qui y serait attenant. Les réparations sont jugées coûteuses et une reconstruction, estimée à 8 000 livres, paraît très onéreuse. Quant au curé, d'abord hostile au transfert, il y consent par la suite. Il réclame une nouvelle

cure, plus proche de la nouvelle église, mais l'assemblée s'y oppose car son presbytère vient d'être réparé.

Cette cure qui a connu tant de péripéties est habitée jusqu'à la Révolution.

Conclusion

L'exemple viennois prouve qu'il n'y a pas de cas-type de presbytère. Chaque paroisse connaît une évolution particulière.

Les paroissiens de Saint-Sévère préfèrent payer au XVIII^e siècle une location au prêtre à cause des difficultés d'acquisition d'une maison, dues à la construction du quai du Rhône ; l'ancien presbytère est utilisé par le sonneur de cloches.

La paroisse de Saint-Ferréol, quant à elle, disparaît à la suite d'une fusion avec la paroisse Notre-Dame-de-la-Vie ; son presbytère, qui était un achat récent (1753), redevient très vite une maison particulière.

Le cas de la cure de Notre-Dame-de-la-Vie est passionnant, puisque nous savons que son existence remonte au moins au XIII^e siècle et que, depuis 1478, elle n'a pas changé de place.

En ce qui concerne les autres presbytères (Saint-Martin, Saint-André-le-Haut, Saint-Georges), ils changent de place au XVII^e siècle. Les conflits entre paroissiens et curés sont nombreux car il s'agit à chaque fois de savoir à qui incombent les frais de réparation ou de reconstruction. Pour le presbytère de Saint-Georges, le problème se corse avec un procès pour cause de mur mitoyen. Le presbytère de Saint-André-le-Bas était proche de l'église Saint-Pierre-entre-Juifs. Bien que l'église eût été détruite, il n'a pas changé de place.

Quant à la situation des presbytères, seul celui de Notre-Dame-de-la-Vie peut se prévaloir d'être contre l'église paroissiale ; c'était aussi le cas de celui de Saint-Sévère, avant sa disparition. Pour les autres, ils se trouvent dans les environs proches du lieu du culte.

Si le parcellaire de 1646-1660 fournit des indications concernant la superficie des presbytères, nous ne disposons d'aucun détail sur leur aménagement interne. Mais, logiquement, il n'y a pas de différence avec les maisons laïques, puisque l'achat de maisons au XVII^e siècle pour les presbytères de Saint-Martin, de Saint-André-le-Haut ou de Saint-Georges se faisait suivant les possibilités et les disponibilités.

Nous remarquons pourtant une évolution à partir du XVII^e siècle : les presbytères jugés trop petits (dans le cas de Saint-Sévère ou Saint-Martin) ne sont plus guère appréciés et les curés désirent un logement plus vaste et plus confortable (environ

30 toises). Il y a plusieurs améliorations au cours du XVIII^e siècle, voire même des reconstructions quand l'état du bâtiment devient trop menaçant pour la sécurité publique (Saint-Georges, Notre-Dame).

Nous n'avons malheureusement aucune description de cure au XVIII^e siècle, à l'exception de celle de Sainte-Croix dans le quartier de Fuissin, cure réservée à l'un des desservants de la cathédrale Saint-Maurice : c'est une grande parcelle avec cour et jardin, sans rapport avec les presbytères des paroisses. Quels sont les changements survenus dans la cure de Saint-André-le-Haut entre le XVIII^e et le premier tiers du XIX^e siècles ? Il est impossible de le savoir. Mais presbytère ou maison laïque se ressemble beaucoup : seul change la fonction.

Comme tous les biens religieux, les presbytères subiront la tourmente révolutionnaire, seront vendus et ne retrouveront jamais leur spécificité antérieure.

**La souscription pour l'ouvrage du chanoine CAVARD
« Vienne au temps du Directoire » est close ; il paraîtra
dans le courant de l'année 1989 édité par les soins de
la librairie Blanchard. Les souscripteurs seront avisés lors
de la parution du lieu du retrait de l'ouvrage.**

Léon SCHRENZEL

HISTOIRE DU JUDAÏSME AU PAYS VIENNOIS EN DAUPHINE

(144 pages)

L'histoire de Vienne recèle encore un bon nombre de territoires mal exploités ou moins familiers. Tel est bien le cas de la diaspora juive à Vienne et en Dauphiné, qui commence très tôt avec l'implantation des premiers immigrants orientaux au temps de la domination romaine. Dès les premiers temps chrétiens, l'existence de communautés juives détermina le législateur laïc ou religieux à prendre des dispositions qui différenciaient chrétiens ou juifs. A travers ce livre on peut découvrir qu'au Moyen Age, les juifs qui habitaient Vienne possédaient bien souvent des terres et des vignes et qu'ils participaient à la vie économique locale, malgré des mesures discriminatoires et vexatoires. Ce livre qui s'achève sur les heures sombres de l'occupation, contribue à une meilleure connaissance de l'histoire viennoise.

NOM Prénom

Adresse Ville

Code postal

désire recevoir (.....) exemplaire(s) de « *L'Histoire du Judaïsme* » au
prix unitaire de 95 F + 12 F de port.

Règlement par C.C.P. ou chèque bancaire à faire parvenir au

Docteur Léon SCHRENZEL - Rue F.-Mistral - 38670 CHASSE-SUR-RHONE

APPEL

Un certain nombre de Viennois, anciens dirigeants, contre-mâîtres, ouvriers et autres se sont émus de la disparition de l'activité traditionnelle de Vienne depuis plus de deux siècles, *le textile*.

Une association « *Patrimoine textile Viennois* » s'est créée en 1987 pour conserver une marque de ce passé. Grâce à des subventions, des dons, et des cotisations il a pu être possible de rassembler en un an un matériel important, en même temps que des archives et des échantillons.

En 1989 la seconde étape va débiter : il s'agira de présenter ce matériel depuis la filature jusqu'au tissage, dans une usine, mise à la disposition de l'association par la Ville de Vienne ; toutefois cette usine située sur les bords de la Gère, nécessite des travaux d'aménagements et cela prendra un certain temps.

Néanmoins, le musée du textile viennois est en bonne voie ; ce musée ne sera pas une simple réunion d'objets, de machines, mais une véritable usine avec tous les stades de la fabrication.

Nous lançons donc un double appel : d'une part venez nombreux nous rejoindre à « *Patrimoine Textile Viennois* » en versant votre cotisation (à partir de 50 F) ; d'autre part en nous faisant parvenir, sous forme de prêts ou de dons, échantillons, objets, documents, photos ; bien entendu, pour les prêts, nous nous engageons à faire une photocopie et nous vous restituerons *très rapidement* les documents prêtés.

Adresser les cotisations libellées à « *Patrimoine Textile Viennois* » au Président de l'Association :

PAUL CHATAIN - " Les Tupinières " - 38200 VIENNE

Pour les documents vous pouvez les déposer ou les envoyer à l'Office du Tourisme, avec la mention « *Patrimoine Textile* ».

APPEL

Un certain nombre de Viennois, anciens dirigeants, contre-
maîtres, ouvriers et autres se sont émus de la disparition de
l'activité traditionnelle de Vienne depuis plus de deux siècles,
la textile.

Une association « Patrimoine textile Viennois » a été créée en
1987 pour conserver une mémoire de ce passé. Grâce à des subven-
tions, des dons, et des cotisations il a pu être possible de rassem-
bler en un un matériel important, ce même temps que des
archives et des échantillons.

En 1989 la seconde étape va débuter : il s'agit de présenter
ce matériel depuis la filature jusqu'au tissage, dans une usine,
mise à la disposition de l'association par la Ville de Vienne ;
toutefois cette usine située sur les bords de la Saône, nécessite des
travaux d'aménagement et cela prendra un certain temps.

Néanmoins, le musée du textile viennois est en bonne voie ;
ce musée ne sera pas une simple réunion d'objets, de machines,
mais une véritable usine avec tous les stades de la fabrication.

Nous lançons donc un double appel : d'une part venir
nombreux nous rejoindre à « Patrimoine textile Viennois » en
versant votre cotisation (à partir de 50 F) ; d'autre part en nous
faisant parvenir, sous forme de prêts ou de dons, échantillons,
objets, documents, photos ; bien entendu, pour les prêts, nous
vous engageons à faire une photocopie et nous vous restituons
très rapidement les documents prêtés.

Adressez les cotisations libellées à « Patrimoine textile
Viennois » au Président de l'association :

PAUL CHATAIN - "Les Tapisseries" - 38200 Vienne

Pour les documents vous pouvez les déposer ou les envoyer
à l'Office du Tourisme, avec la mention « Patrimoine textile ».

CONSEIL D'ADMINISTRATION DES « AMIS DE VIENNE »

Président d'Honneur (à vie) :

M. Charles JAILLET - Ancien Président

Comité de Patronage :

M. Michel CARDUNER - Conservateur.

M. Gabriel CHAPOTAT - Membre du C.N.R.S. - Fondateur
Directeur du Centre de Recherches Archéologiques

M. Roger LAUXEROIS - Conservateur des Musées

M. Serge TOURRENC - Conservateur de Fouilles

BUREAU

Président : M. André HULLO - Professeur au Lycée de SAINT-
ROMAIN-EN-GAL

Vice-Présidents : M. Louis BLANC

M. Jean-François GRENOUILLER - Bibliothécaire.

M. François RENAUD - Professeur au Lycée de SAINT-
ROMAIN-EN-GAL

M. Marcel PAILLARET - Ingénieur - VIENNE

Secrétaire Général : M. Louis BLANC - SAINT-ROMAIN-EN-GAL

Trésorière : Mme THÉVENET - Directrice de l'Office du Tourisme

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

M^e Jean ARMANET - Notaire - VIENNE

M. Paul BLANCHON - Professeur - VIENNE

D^r Marc CHALON - SAINTE-COLOMBE.

M. Roger DUFROID - Retraité - VIENNE

M^r Charles FRECON - Notaire - VIENNE.

M. le Chanoine Joseph GROS - SAINTE-COLOMBE-LÈS-VIENNE.

M. Jean GUEFFIER - Adjoint au Maire de VIENNE.

M. Jean-François GUILLET - Licencié ès-Sciences - SAINTE-COLOMBE-
LÈS-VIENNE

Mme Michel GUILLOT - SAINT-ROMAIN-EN-GAL

M. Jean PERRIOLAT - Chimiste - VIENNE

Mme Maurice SEGUIN - VIENNE

M. SONDZ - VIENNE

M. Michel TRANCHAND - Cadre Administratif - VIENNE

M. Jean VAGANAY - Industriel - VIENNE

Mme WIDLOCHER - VIENNE

SAUVEGARDES ET INTERVENTIONS

- 1907** — Achat à un propriétaire grâce à une souscription lancée par la Société, de la mosaïque de Lycurgue ; financement de la restauration de la statue de l'Apollon Pythien.
- 1909** — Création par notre Société du Syndicat d'Initiative qui ne devient indépendant qu'en 1947.
- 1920** — Début des travaux de restauration de la façade ouest de la cathédrale Saint-Maurice. La Société lutte depuis 1908 pour obtenir la contribution des Monuments Historiques et organise une souscription publique.
- 1922** — La Société achète des immeubles pour faciliter le début des fouilles du théâtre antique.
- 1928** — Dégagement et achèvement de la façade de St-André-le-Bas pour l'achat puis la démolition de vieux immeubles, grâce à une nouvelle souscription et par les dons de sociétaires.
- 1938** — Résurrection du cloître de St-André-le-Bas grâce à divers dons de sociétaires, en particulier de Mme GUILLEMAUD qui cède les colonnes.
- 1958** — Contribution financière pour le rachat de la statue de la Tutela à un antiquaire.
- 1967** — Interventions multiples pour la sauvegarde des mosaïques de la place St-Pierre et du site de St-Romain-en-Gal.
- 1977** — Sauvegarde du mobilier du musée.

Directeur de la Publication : A. HULLO — C.P.P.A.P. N° 54282
Imp. Bosc Frères, Lyon — Dépôt légal N° 8413 — Décembre 1988